

F2

JEAN-FRANÇOIS BARÉ

Une pensée positive ?
Anthropologie sociale et « développement rural »*

La première édition de *Putting People First*, en 1985, a vite été considérée comme une référence en matière de réflexion sur l'aide au « développement rural ». Cette seconde édition, largement révisée et enrichie, prolonge une démarche collective engagée depuis plus de dix ans par Michael Cernea, anthropologue et conseiller en sciences sociales de la Banque mondiale, en collaboration avec d'autres experts de cette institution comme Robert Chambers. L'objectif était d'incorporer la variabilité des formes sociales aux projets et aux politiques de développement rural, ce qui, pour l'observateur non averti des réalités de l'aide économique, peut apparaître comme un truisme ; le fait que de telles positions aient à être défendues à partir de tribunes institutionnelles puissantes montre encore, s'il en était besoin, les difficultés inhérentes à la pratique même de l'aide au développement. Quoi qu'il en soit, ce vigoureux plaidoyer s'inscrit résolument en faveur d'une instrumentalisation de l'anthropologie sociale dans des domaines controversés ou méconnus, ou les deux, mais en tout cas omniprésents. Peu d'anthropologues, en effet, ont pu éluder la question de l'intervention publique, étatique ou multilatérale sur des « terrains » d'enquête le plus souvent situés en zone rurale.

C'est là non seulement la première tentative d'envergure pour expliciter et formaliser l'apport de l'anthropologie sociale (volontairement mais peut-être un peu rapidement non dissociée de la sociologie, p. 37 n. 1) à la définition, à la mise en œuvre et au suivi de projets de développement rural, et aussi pour transférer cette réflexion dans les systèmes d'action propres à l'aide multilatérale. Il s'agit en somme d'« adapter les projets aux gens et aux peuples », et non l'inverse (« Fitting projects to people », titre de la contribution de Norman Uphoff). On peut penser que la fonction du maître d'œuvre a joué dans cette redoutable tâche. Le livre,

* À propos de Michael M. CERNEA, ed., *Putting People First. Sociological Variables in Rural Development*. Second Edition Revised and Expanded. Oxford, Oxford University Press, 1991, 575 p. (« A World Bank Publication »).

L'Homme 131, juil.-sept 1994, XXXIV (3), pp. 129-136.

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 39567

27 OCT. 1994

Cote : B M ex 1 p20

enfin, dessine avec beaucoup d'honnêteté et de rigueur un certain champ des possibles dans un contexte fortement pénétré par la culture américaine contemporaine.

L'argument essentiel est le suivant : « Le modèle [de développement] adopté dans les projets qui ne mettent pas les gens et les peuples au premier plan est en contradiction avec le modèle intrinsèque au processus réel du développement » (p. 8) ; cette contradiction « obère considérablement l'efficacité des projets (*ibid.*) ; un « usage systématique de la connaissance sociologique (p. 7) », une « attention spécifique à l'organisation sociale en tant que trait central [...] doivent constituer la 'priorité des priorités' de 'tous' les projets » (p. 8).

Cet argument est illustré par diverses études de cas : l'irrigation (Coward, Bagadion, Korten, Freeman, Lowdermilk), les populations déplacées (Scudder, Cernea), l'élevage (Dyson-Hudson), les pêcheries (Pollnac), la gestion du domaine forestier (Guggenheim, Spears, Cernea), la création de réseaux routiers (Cook). Les pays et régions évoqués couvrent une bonne partie du globe. Au delà des enjeux pour les sociétés concernées, on soulignera l'importance de ces thèmes pour ce qui est désormais, vu la mondialisation de l'économie, « la » communauté humaine — je pense en particulier à la forêt tropicale.

Trois textes de portée générale concernent l'évaluation des projets (Kottak), la participation paysanne (Uphoff) et le recueil des données (Chambers). Dans son style incisif, ce dernier discute les choix d'enquête disponibles, notamment la confrontation entre la méthode de « l'enquête rurale rapide » (*Rapid Rural Appraisal*), dont la vogue récente fit l'objet de multiples controverses, et les méthodes académiques. Si ces deux types de méthode s'opposent comme « rapide et brouillon » à « long et obscur » (p. 521), l'auteur ne voit pas pourquoi il faudrait absolument choisir, l'important étant d'obtenir des données utilisables et intégrables dans le processus de décision. Les études interdisciplinaires extensives, si courantes dans les grands projets de développement, sont décrites comme « l'une des industries les plus inefficaces du monde » (p. 520). Quant à la discussion concernant l'évaluation des projets de développement, reprise par Conrad Kottak, elle présente, on le verra, quelques difficultés logiques.

Le projet suppose bien sûr une compétence anthropologique mais aussi, et par définition, une connaissance sérieuse des techniques et des « théories » de l'aide économique, peu répandue chez les anthropologues. Les textes sont émaillés de considérations très spécifiques relatives aux « taux de retour économiques », « intrants subventionnés », « offre disponible de travail » et autres « réduction de la volatilité du marché ». Le propos anthropologique du livre, pour ainsi dire aspiré par le monde vertigineux des politiques publiques, paraît noyé telle une certaine alouette dans son pâté de cheval. Sans doute est-ce le sacrifice consenti à une visée pragmatique, qu'incarne assez bien l'article de Chambers. *Putting People First*, il est vrai, ne se présente pas comme un ouvrage d'anthropologie à proprement parler. Le volume s'ouvre par une introduction en forme de manifeste : « La connaissance en sciences sociales à destination des politiques et des projets de développement » (Cernea).

Si l'argument essentiel est finalement fort simple, les motifs de cette réflexion collective comme le contexte où elle s'inscrit le sont moins. Il est intéressant de lire sous la plume d'un conseiller de la plus puissante institution multilatérale du

monde en matière d'aide au développement qu'« aucune théorie générale du développement induit » (via l'aide économique, par opposition à un développement endogène) « n'a jamais été articulée » (p. 5), « qu'une inattention totale aux dynamiques sociales a été un trait inhérent et endémique aux modèles éconocratiques et technocratiques » et que « le résultat final s'est toujours vengé de cette inattention » (p. 6) ; ou encore que « l'injection de ressources financières massives n'aboutit [dans ces conditions] qu'à un édifice précaire » (p. 9). L'accent est mis sur les « points d'entrée » de la connaissance anthropologique dans l'ensemble du « cycle » de l'aide (identification, préparation, pré-évaluation, installation et enfin évaluation *ex post*). Certes, le conseil d'anthropologues a souvent été sollicité à certaines étapes de ce cycle (l'évaluation *ex post* en particulier), mais le rôle subalterne qui leur a généralement été accordé est critiqué ; cette indifférence aurait entraîné la reconduction de modèles « éconocratiques » qui semblaient pourtant appeler une telle réflexion critique. Le champ s'élargit, non sans ambition, vers la définition de « méthodologies de l'action sociale » qui en rappelle pourtant les « difficultés épistémologiques et éthiques », faisant ainsi apparaître un lieu de divergence en dépit de l'indéniable communauté de démarche du livre.

Un point capital de cet argumentaire — et, semble-t-il, de toute l'entreprise — est tiré d'une étude rétrospective de 57 projets financés par la Banque mondiale ; ceux considérés comme compatibles avec les « conditions socio-économiques culturelles et locales traditionnelles » sont, en termes de « retour économique » (rentabilité), deux fois plus satisfaisants que les autres (Kottak, chap. XII). Cependant, la manière dont ces « conditions traditionnelles » ont été dégagées n'est pas clairement indiquée, peut-être parce que la notion de « conditions traditionnelles », placée telle une sorte de noumène kantien hors de la contingence sociale et de la diversité des processus historiques, ne va pas de soi. Fondée sur le repérage de la « tradition », cette réflexion ne tient pas compte de son changement éventuel sous l'effet même de l'intervention extérieure ; évoquant nécessairement une certaine durée, elle n'aborde pas la question des variables qui peuvent se modifier pendant ce temps (par exemple le taux de change entre dollar américain et monnaie locale). On peut enfin se demander par quel miracle la « tradition » — à supposer que l'on sache au juste ce que ce terme recouvre — serait compatible avec la configuration intellectuelle propre à l'aide économique : rien de plus traditionnel, peut-il sembler, que *Cosa nostra* ! À souligner le rôle des organisations « traditionnelles » dans le succès économique, l'ouvrage vise en somme à réconcilier les « passions » et les « intérêts », pour paraphraser Albert O. Hirschman¹ ; il se situe ainsi, malgré les apparences, dans une configuration fondatrice de l'économie politique elle-même.

Ainsi résumé à grands traits le propos est novateur en ce qu'il a de systématique ; dans un tel domaine, à vrai dire fort épineux, la cohérence et l'honnêteté de la discussion doivent être soulignés. Elles permettent à leur tour de s'interroger sur quelques difficultés logiques de l'expression, voire de la démarche.

On notera tout d'abord que le rapprochement d'une certaine pensée sociolo-

1. A. O. HIRSCHMAN, *Les Passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980. Traduit de l'anglais par P. Andler (1^{re} éd., Princeton University Press, 1977).

gique ou anthropologique et de la pensée « développementaliste » est aussi ancien que l'existence de ces deux courants de pensée. C'est donc une vieille idée qui est ici refourbie. Les politiques publiques de différents pays dépositaires de sphères d'influence « outre-mer » ont confronté de longue date, avec des fortunes diverses, projets de développement rural et experts de disciplines parfois hybrides relevant des sciences sociales, parmi lesquels, il est vrai, on compte peu d'anthropologues. Ces expériences ont généralement débouché, pour autant qu'on puisse en juger vu leur volume et leur hétérogénéité, sur des considérations critiques assez proches de celles qui déclenchèrent l'entreprise ici commentée : le caractère « vertical » de l'aide, l'absence de maîtrise des chercheurs en sciences sociales quant à la formulation des projets — qui caractérise cette catégorie particulière d'économistes que Cernea baptise ici « éconocrates » —, le caractère non cumulatif des évaluations et donc une incapacité congénitale à l'auto-correction, enfin l'indifférence aux données propres aux populations concernées. Cependant, au cours de cette histoire déjà longue, fonctionnaires et chercheurs parlaient-ils de la même chose ? On peut se poser la question². D'où la nécessité d'approches médiatrices relatives aux systèmes d'action eux-mêmes.

Si la référence aux communautés de base (*grassroot organizations*), au « peuple » ou aux « gens » constitue l'une des grandes nouveautés de l'ouvrage, cette inspiration elle-même n'est pas nouvelle ; elle est apparue avec la notion de politiques de développement ou de politiques publiques, dans le cadre d'une perspective intellectuelle récemment dégagée par J.-P. Chauveau en ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest³. Loin de constituer la rupture radicale que l'on serait tenté d'y voir, *Putting People First* renoue avec l'une des orientations majeures de l'histoire de l'aide au développement. Le titre de l'ouvrage semble en outre en rapport avec la tradition biblique, fort prégnante aux États-Unis, du Sermon sur la Montagne : « les derniers seront les premiers »⁴.

D'autres commentaires pourraient porter sur la formulation même du projet intellectuel. Placer au centre du propos la « contradiction entre un modèle intrinsèque au processus réel du développement » et les modèles ici critiqués, c'est dire qu'il existe déjà... un processus réel du développement. On ne comprend donc pas très bien pourquoi, s'il faut respecter les organisations locales dites traditionnelles, devrait intervenir une aide au développement autre que purement financière (pour des raisons conjoncturelles comme, par exemple, les variations de cours de produits agricoles). Si, au contraire, une aide intégrant la connaissance anthropologique est nécessaire, c'est que ces organisations connaissent des difficultés qui peuvent tenir à des facteurs extérieurs, à leurs propres contradictions internes, ou (le plus souvent) aux deux combinés. Mais on ne voit pas alors à quel titre il faudrait

2. En ce qui concerne deux disciplines de sciences sociales, j'aborde cette question dans « Les anthropologues et les économistes ont-ils quelque chose à se dire, et si oui, quoi au juste » à paraître in *Travaux et Documents de l'Université de la Réunion 2*.
3. J.-P. CHAUVEAU, « Enquête sur la récurrence du thème de la ' participation paysanne ' dans les discours et les pratiques du développement rural depuis la colonisation », *Chroniques du Sud*, 1991, 6 : *Modèles de développement et économies réelles*, Paris, ORSTOM.
4. C'est là le sous-titre d'un ouvrage de R. CHAMBERS, *Rural Development : Putting the Last First*, London, Longman, 1983. [Trad. franç. : *Développement rural : la pauvreté cachée*, Paris, Karthala, 1990.]

leur attribuer le rôle d'acteur majeur (*people first*) d'une stratégie. On aboutit donc, assez paradoxalement, au projet d'une sorte de tutorat dont on ne doute pas qu'il puisse être intelligent et éclairé, mais qui relativise dès lors l'impact du titre du livre. Les gens placés « au premier plan » sont tout autant les anthropologues et sociologues porteurs d'une « philosophie des Lumières » (*enlightment*, p. 27) que les peuples eux-mêmes. Cette difficulté est particulièrement perceptible dans la contribution de Uphoff qui, tout en prônant le « réalisme », définit des objectifs comme « la clarté et la concurrence dans la participation », « éviter la cooptation », « éviter la dépendance », « réorienter les bureaucraties » (pp. 485-500). Elle revient en somme à aider des gens dont on attend pourtant la vérité et semble provenir de l'erreur d'analyse qui consiste à envisager séparément aide au développement et sociétés, ou « processus réel du développement » et « développement induit ». L'histoire moderne nous apprend que l'aide au développement est, la plupart du temps, déjà *constitutive* des sociétés, et la plus banale des observations montre que cette aide aboutit le plus souvent à des résultats économiques inattendus qui ne s'identifient pas pour autant aux échecs systématiques auxquels certains l'associent complaisamment⁵.

L'ouvrage semble donc parfois s'arrêter en chemin, échouant à concentrer le regard sur un lieu sociologique que son propos désigne pourtant si nettement : les médiations institutionnelles et humaines de l'aide, dont cette dernière est pourtant dépendante par essence⁶. Les « points aveugles » du livre procéderaient, là encore paradoxalement, non de sa méthodologie empirique, mais du fait qu'il n'en développe pas toutes les conséquences. Page 460, on lit qu'une « étude ethnographique en profondeur de la culture des agences de développement permettrait de déterminer les lieux récurrents d'apparition des problèmes », mais cela reste à l'état de vœu. Si l'organisation de l'aide publique relève d'un ensemble de conditions non moins « locales » et « traditionnelles » que celles à quoi cet ouvrage consacre, avec raison, tant d'attention, tout projet de développement s'actualise alors comme la rencontre de modèles d'organisation économiques et sociaux relativement autonomes, et non comme celle d'attendus techniques universels (sous la forme, en l'occurrence, de l'incorporation de remarques sociologiques à des processus administratifs) qu'il faudrait adapter à des gens irréductiblement différents ; il est d'ailleurs surprenant d'avoir à commenter ce point alors que l'introduction critique vigoureusement la « priorité généralement donnée aux facteurs techniques » (par exemple, p. 7). On peut raisonnablement supposer que tout individu concerné par un projet de développement est impliqué, fût-ce à son corps défendant, dans les réactions et « stratégies » collectives qui accompagnent toujours celui-ci, s'est en somme construit une « évaluation » du projet ; cette perception « locale » — qui n'a aucune raison de coïncider avec celles de fonctionnaires, fussent-ils multilatéraux — influe de toute évidence sur les résultats de l'aide. Ainsi que le rappelle, par

5. Sur la rhétorique des « effets pervers » par exemple, on partage ici la position de A. Hirschman exprimée dans différents écrits récents ; voir notamment A. HIRSCHMAN, *L'Économie comme science morale et politique*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1984.
6. Voir à ce propos J.-F. BARÉ, « Pour une anthropologie du développement économique », *Études rurales*, 1987, 105-106 : *Le Retour des morts* : 267-298, et « L'aide au développement est bien humaine », *Chroniques du Sud*, 1991, 6, Paris, ORSTOM.

exemple. M. Hobart dans un ouvrage récent à propos des instances récipiendaires comme des agences de développement. « il faut toujours se souvenir que le développement, c'est du 'big business' »⁷. De même, les contraintes et spécificités organisationnelles des agences de développement, la socialisation et la formation des « développeurs », leurs compétences linguistiques constituent des dimensions obligées de l'action ; les fonctionnaires du développement sont également des « gens », après tout, et peut-être faut-il les mettre « au premier plan » eux aussi. « Adapter les projets aux gens » est une formule séduisante, mais on en voit immédiatement les limites si on la traduit par « adapter la Vice-Présidence chargée des opérations au piétinage des rizières malgaches par les bœufs ». La Banque mondiale, quasi exclusivement représentée ici avec l'USAID⁸, est non seulement une agence de développement, mais aussi... une banque, dépositaire de sommes importantes provenant de ses États constituants, qui se refinance sur le marché international des capitaux. Elle se distingue des banques commerciales par une gestion plus prudente, et de cette attitude découle une attention particulière aux coûts de gestion : il en résulte l'élimination ou l'adoption de projets en fonction de ces coûts, projets qui en jargon sont dits *bankable* (« bancarisables ») ou non. De tels projets ne seront donc jamais « adaptés aux gens » en premier lieu, mais avant tout à la fonction de la Banque mondiale, et l'on ne voit guère comment il pourrait en être autrement. Ces « contraintes d'amont » semblent souvent oubliées ou ignorées dans les cas traités ici : ainsi la dramatique question des déplacements forcés de population, consécutive à l'installation de grands barrages. Ne faudrait-il pas traiter aussi du contexte politico-économique de la décision qui a conduit à de telles situations dans un chapitre que l'on pourrait imaginer d'intituler : « Adapter les tyrans aux gens » ?

Toujours est-il que l'entreprise, ainsi que l'écrit Cernea, « ne relève pas de la science » (p. 24), « bien que l'idée d'un scientifique appliqué qui ne fait pas de la science puisse tout d'abord sembler paradoxale » (*ibid.*). Elle se définit comme une combinaison entre « l'ingénierie sociale » et « la philosophie des Lumières », à partir d'une analyse en quelque sorte médiane ou médiatrice entre l'étude des formes sociales d'ensemble (les politiques publiques) et celle de situations sociales particulières. Étant donné « l'énormité du mal-être de l'époque, il est moralement insoutenable d'adopter une position de non-intervention » (p. 27).

Le livre jette donc une lumière crue sur la question de l'instrumentalisation des sciences sociales, et tout particulièrement de l'anthropologie sociale. Cernea et ses collaborateurs reprennent ici un débat qui déborde largement le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler le développement. Les sciences dites sociales ou humaines sont-elles des sciences prédictives et donc éventuellement productrices de « technologies » ? C. Lévi-Strauss, que l'on se permet de citer ici à titre de témoin majeur d'une vaste discussion, écrivait en 1973 que les sciences humaines « n'ont, dans le présent, rien ou presque à offrir » en matière « d'action pratique »⁹, ce à quoi répond en 1991 la position du même auteur selon laquelle « les sciences humaines ne sont des sciences que par une flatteuse imposture » et « qu'elles sont et seront

7. M. HOBART, ed., *An Anthropological Critique of Development, The Growth of ignorance*. London & New York, Routledge, 1993. [Cf. *infra*, pp. 158-160, le compte rendu de cet ouvrage par J.-F. BARÉ.]

8. United States Agency for International Development.

9. *Anthropologie structurale* 2, Paris, Plon, 1973 : 343.

toujours incapables de maîtriser leur objet », notamment parce que « les réalités qu'elles aspirent à connaître sont du même ordre de complexité que les moyens intellectuels qu'elles mettent en œuvre »¹⁰.

On pourrait se demander si dénier aux sciences humaines les critères de la scientificité (et donc de l'instrumentalité) ne revient pas à dire qu'elles relèvent de l'empirisme, d'un empirisme « logique » en ce qu'il repère bien des ordres partiels dans la réalité qu'il observe ; mais qu'elles ne peuvent prétendre à la scientificité car, contrairement à l'expérimentation qui dans les sciences « dures » construit le fait, la réalité des sciences humaines existe *avant* et en tout cas *indépendamment* d'elles. Or l'empirisme, c'est fort heureux, n'a jamais empêché quoi que ce soit de réussir, bien au contraire. Le fait que la plomberie ou la technique bancaire ne connaissent pas de critères de scientificité n'a jamais empêché de réparer un robinet ni de créditer un compte en banque. En va-t-il de même de l'entreprise présentée ici et du rôle de l'anthropologie sociale dans l'aide au développement ? Il semble que ce soit là, en tout cas, le propos central du volume. Le *think positive* d'une certaine tradition anglo-saxonne pourrait ainsi figurer en sous-titre.

Bien que ce ne soit nullement son but, ce livre rejoint la réflexion anthropologique par d'autres biais. Les questions de l'aide économique, de l'interrelation entre la puissance publique et certains ensembles culturels et sociaux parmi les plus inattendus¹¹, et celle, plus large, de mutations sociales rapides, atteignent désormais l'ensemble des sociétés de la planète. Elles concernent donc, *volens nolens*, l'ensemble des anthropologues en ce qu'elles orientent leur regard vers des situations bien différentes de celles qu'ils étaient supposés discerner au départ. Les choses seraient plus simples si les anthropologues n'avaient pas d'opinions sur l'aide au développement ; mais il est de notoriété publique qu'ils en ont, souvent critiques, souvent distancées. Ce qu'évoque aussi *Putting People First*, fût-ce implicitement, c'est donc l'étrange dialogue entre « économocrates » et anthropologues depuis que leurs deux disciplines ont acquis leur autonomie. On sait bien ce qu'il en est, même s'il ne s'agit que de mémoire orale. Chaque catégorie en cause a tendu à assigner à l'autre une position stéréotypée — les uns, pour faire bref, étant les brutes des autres, qui sont les poètes des premiers. À la condescendance des uns vis-à-vis des économistes, ces Diafoirus du monde moderne, condescendance fondée sur la revendication d'une scientificité pourtant pas toujours très fondée, répond la répulsion des autres envers des rêveurs incapables de faire une addition, répulsion assez fascinée il est vrai, tant nos collègues économistes reconnaissent ce qu'il y a de pertinent dans l'approche anthropologique, mais sans jamais trop savoir qu'en faire¹². Plût au ciel cependant que les anthropologues, de leur côté, tiennent

10. Interview accordée au journal *Le Monde*, 8 octobre 1991.

11. Comme les Yanomami de l'Amazonie brésilienne, dont un chef exprime dans le bulletin de l'American Anthropological Association de septembre 1991 des positions très fermes sur des questions pourtant culturellement fort éloignées, comme la FUNAI (équivalent brésilien du « Bureau des Affaires Indiennes »), le Conseil des Églises ou même... l'AAA. Notons ici le remarquable programme de coopération franco-brésilien centré sur la confrontation entre « fronts pionniers » et groupes indiens d'Amazonie, animé notamment par Bruce Albert, traducteur du texte évoqué.

12. Remarquons, dans le cas de l'ORSTOM, l'émergence ces dernières années de collaborations spécifiques et souvent novatrices entre anthropologues, sociologues et économistes du développement dans des domaines tels que l'évaluation de l'aide économique, la description et la mesure de l'économie dite informelle, etc.

pour acquis que les hommes utilisent des biens mesurables et ne disposent pas d'une infinité de choix ; et que l'histoire du monde ne résulte pas de leur seule volonté, à supposer qu'elle soit discernable. Pour que cet étrange dialogue se soit en quelque sorte institué, il faut bien que les uns et les autres reconnaissent sans se l'avouer qu'ils ont quelque chose d'important à se dire. Mais quoi ?

C'est cette sorte d'« accrochage névrotique » que cet ouvrage essaie de dépasser dans une tentative d'analyse et de pragmatisme dont je ne connais guère d'équivalent. À critiquer si violemment les modèles et modalités de l'aide économique, on ne voit pas en effet quelle attitude l'anthropologue pourrait bien choisir, sinon se donner les moyens de réformer les « éconocrates » et leurs modèles en apprenant tout d'abord à connaître leur univers et leurs techniques, en plongeant les mains dans quelque cambouis et en montrant ce qu'il peut apporter à la décision économique *hic et nunc* ; car toute attitude critique porte en elle une dimension positive, fût-elle informulée. Ni l'emploi par *Putting People First* d'une méthodologie empirique ni un choix éthique revendiqué ne peuvent donc en soi faire l'objet d'une critique intellectuellement fondée.

Encore un effort, pourrait-on dire amicalement aux auteurs de ce livre. Mais ce serait faire la fine bouche, à la française, devant une entreprise courageuse et pertinente dont les prolongements risquent de se révéler de toute première importance pour les anthropologues dans le monde qui vient. Il faut lire *Putting People First*.

ORSTOM, Paris

CHRISTIAN GHASARIAN

L'anthropologie américaine en son miroir*

Le congrès annuel de l'American Anthropological Association, qui s'est tenu en 1993 à l'hôtel Hilton de Washington, DC, où se trouve le siège de cette association, est un véritable rite d'intensification à l'échelle de cette institution¹. Son gigantisme et sa démesure ressortent du nombre de sessions et de communications présentées : 2 705 intervenants au cours de 507 sessions étalées sur cinq jours, de 8 heures à 22 heures. Au total, 4 702 participants (le record fut atteint l'année dernière à San Francisco avec 5 161 personnes enregistrées). L'importance de la représentation féminine dans la profession aux États-Unis y apparut au grand jour². Outre la diffusion et l'échange d'idées, le congrès proposait une exposition-vente d'ouvrages scientifiques récents. Il fut aussi l'occasion pour les *extra muros* de prendre connaissance des postes à pourvoir (une vingtaine d'offres en anthropologie furent affichées cette année), les candidats se faisant parfois auditionnés lors du congrès lui-même. Parallèlement aux sessions, 13 ateliers étaient proposés aux étudiants, parmi lesquels : « Comment écrire et publier votre premier article », « Comment transformer votre thèse en livre », « Comment écrire pour le grand public ».

Cet événement fut incontestablement marqué par la prolifération des idées et des réflexions sur la discipline. Si l'anthropologie américaine se tient aujourd'hui prudemment à l'écart des ambitieuses théories explicatives, elle n'en est pas moins

* À propos du 92^e Congrès de l'American Anthropological Association, 17-21 novembre 1993, Washington, DC.

1. L'American Anthropological Association, née au tout début du siècle, compte aujourd'hui plus de 12 000 adhérents. Cette organisation professionnelle, sans équivalent dans les autres pays, traduit et renforce une idéologie corporatiste. Elle comprend 29 sous-sections, parmi lesquelles l'Association des anthropologues féministes, l'Association des anthropologues noirs, l'Association des anthropologues latino-américains, l'Association des étudiants en anthropologie.
2. Un sondage réalisé par l'American Anthropological Association indique que la proportion de femmes qui ont obtenu un doctorat en anthropologie aux États-Unis entre 1971 et 1990 est passée de 28 % à 63 %. Ces chiffres ont sans aucun doute augmenté depuis.